

15 FEV. 2008

A 1349

99 B 784

GROUPE PR
Société à responsabilité limitée
au capital de 92 000 €
Siège social : 4 route du Verdon
49280 LA TESSOUALLE
428 120 331 RCS ANGERS

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 15 JANVIER 2008**

L'an deux mille huit, et le quinze janvier à dix-huit heures, les associés se sont réunis au siège social, en assemblée générale extraordinaire sur convocation de la gérance.

Sont présents :

- Monsieur Gilles CHENEAU,
propriétaire de soixante neuf parts, ci 69 parts
- Monsieur Gilbert FROUIN,
propriétaire de soixante neuf parts, ci 69 parts
- Monsieur Samuel LEBLANC,
propriétaire de cent quatre vingt quatre parts, ci 184 parts
- Monsieur Patrice RABREAU,
propriétaire de cinq cent quatre vingt dix-huit parts, ci 598 parts

Total des parts présentes ou représentées : 920 parts en pleine propriété sur les 920 parts composant le capital social.

Monsieur Patrice RABREAU préside la séance en qualité d'associé détenant le plus grand nombre de parts.

Le Président constate que les associés présents possèdent 920 parts sociales, soit la totalité des parts sociales, et que l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer. Il rappelle que la majorité requise pour l'adoption des décisions extraordinaires est des trois quarts des parts détenues par les associés présents ou représentés.



Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- le rapport de la gérance ;
- le texte des résolutions proposées.

Il déclare que ces mêmes pièces ont été communiquées aux associés non-gérants plus de quinze jours avant la date de la présente réunion, et qu'ils ont eu la possibilité de poser, pendant ce même délai, toutes questions au Gérant, ce dont l'assemblée lui donne acte.

Puis le Président rappelle que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

- Modification de l'objet social ;
- Modification corrélative des statuts ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

Le Président donne ensuite lecture du rapport de la gérance et ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'étendre l'objet social à l'activité de formation professionnelle à compter de ce jour et de redéfinir l'objet social afin qu'il comprenne les activités suivantes :

- l'activité de société de portefeuille
- la souscription, l'acquisition par tous moyens, la prise de participation, la gestion, la cession, l'apport de tous titres sociaux, l'exercice de tous droits et obligations attachés aux titres
- la réalisation d'opérations de centralisation de trésorerie pour le compte des sociétés dans lesquelles elle détient une participation
- le conseil, l'assistance, la réalisation d'études et plus généralement de toutes prestations au profit de toute entreprise
- la définition de la stratégie, de la politique, la direction et la gestion financière, administrative, comptable, technique et commerciale de toute entreprise
- la formation professionnelle.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.



DEUXIÈME RESOLUTION

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier comme suit l'article 2 des statuts :

Article Deux - OBJET

- *l'activité de société de portefeuille*
- *la souscription, l'acquisition par tous moyens, la prise de participation, la gestion, la cession, l'apport de tous titres sociaux, l'exercice de tous droits et obligations attachés aux titres*
- *la réalisation d'opérations de centralisation de trésorerie pour le compte des sociétés dans lesquelles elle détient une participation*
- *le conseil, l'assistance, la réalisation d'études et plus généralement de toutes prestations au profit de toute entreprise*
- *la définition de la stratégie, de la politique, la direction et la gestion financière, administrative, comptable, technique et commerciale de toute entreprise*
- *la formation professionnelle*
- *la création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées*
- *la prise de possession, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant les activités de sociétés détenues*
- *la participation directe ou indirecte de la société dans toutes les opérations ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social.*

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

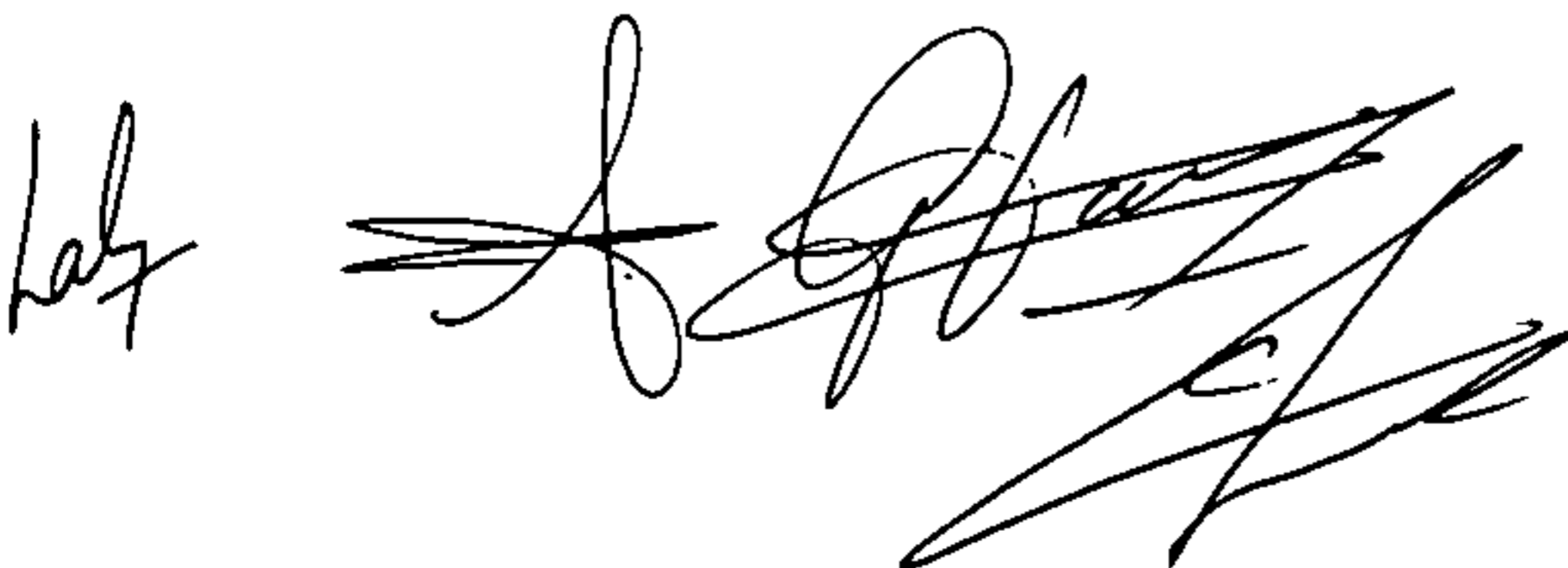
DEUXIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Gérant et les associés présents.



GROUPE PR
Société à responsabilité limitée
au capital de 92 000 €
Siège social : 4 route du Verdon
49280 LA TESSOUALLE
428 120 331 RCS ANGERS

S T A T U T S

Statuts mis à jour suite au changement d'objet social

Assemblée générale extraordinaire en date du 15 janvier 2008

Certifié conforme
Le Gérant



IDENTIFICATION DES PARTIES

Les soussignés :

- 1ent** - Monsieur Patrice Marie Serge Joseph RABREAU, directeur de société époux de Madame Anne GUIET, demeurant aux AUBIERS (Deux Sèvres), lieudit "Les Galtières",
Né à CHOLET, le 11 mars 1966,
Dont le mariage a été célébré à la mairie de NUEIL SUR ARGENT (Deux Sèvres), le 16 juillet 1994.
Soumis au régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable.
Lequel régime n'a pas été modifié depuis.
- 2ent** - Monsieur Samuel Germain René LEBLANC, responsable de production époux de Madame Christelle BONHOMMEAU, demeurant à MAULEVRIER (Maine et Loire) 3, rue de la fourchette.
Né à BEAUPREAU (Maine et Loire), le 25 septembre 1967,
Dont le mariage a été célébré à la Mairie de CHOLET (Maine et Loire) le 13 juin 1987
Soumis au régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable.
Lequel régime n'a pas été modifié depuis.
- 3ent** - Monsieur Gilles Lucien Auguste CHENEAU, directeur de société, époux de Madame Nicole JOYEROT, demeurant à YZERNAY (Maine et Loire), lieudit "Les Aveneaux",
Né à LA ROCHE SUR YON (Vendée), le 24 mai 1949,
Dont le mariage a été célébré à la mairie de YZERNAY (Maine et Loire), le 3 juin 1977.
Soumis au régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable.
Lequel régime n'a pas été modifié depuis.
- 4ent** - Monsieur Gilbert Louis Fernand FROUIN, directeur de société, époux de Madame Bernadette MURZEAU, demeurant à CHOLET (Maine et Loire), 13 rue de Milan,
Né à CHOLET (Maine et Loire), le 29 mai 1947,
Dont le mariage a été célébré à la Mairie de CHOLET (Maine et Loire) le 26 juillet 1969.
Soumis au régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable.
Lequel régime n'a pas été modifié depuis.

Intervenantes

- 1ent** - Madame Anne Thérèse Marie GUIET, épouse de Monsieur Patrice RABREAU, demeurant aux AUBIERS (Deux Sèvre), lieudit "Les Galtières".
Née à CHOLET (Maine et Loire), le 31 mai 1967.
- 2ent** - Madame Christelle Colette Claire BONHOMMEAU épouse de Monsieur Samuel LEBLANC, demeurant à MAULEVRIER (Maine et Loire) 3, rue de la fourchette.
Née à CHOLET (Maine et Loire), le 01 juillet 1965.
- 3ent** - Madame Nicole Charlotte Henriette JOYEROT, épouse de Monsieur Gilles CHENEAU, demeurant à YZERNAY (Maine et Loire), lieudit "Les Aveneaux".
Née à OLIVET (Loiret), le 14 mai 1949.
- 4ent** - Madame Bernadette Marie Monique MURZEAU, épouse de Monsieur Gilbert FROUIN, demeurant à CHOLET (Maine et Loire), 13 rue de Milan.
Née à CHOLET (Maine et Loire), le 19 décembre 1949.

Lesquelles déclarent intervenir aux présentes conformément aux dispositions des articles 1832-1 et 1832-2 du Code Civil pour donner leur agrément exprès à l'apport effectué par Messieurs RABREAU, LEBLANC, CHENEAU et FROUIN, leurs époux respectifs, et pour consentir à ce que ces derniers aient seuls la qualité d'associés de la société présentement constituée.

PRESENCE OU REPRESENTATION

- Messieurs RABREAU, LEBLANC, CHENEAU et FROUIN sont présents.
- Madame RABREAU, non présente est représentée par :
Monsieur Patrice RABREAU, son époux, sus nommé.
Agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date aux AUBIERS, du 18 novembre 1999, dont l'original demeurera ci-annexé après mention.
- Madame LEBLANC, non présente est représentée par :
Monsieur Samuel LEBLANC, son époux, sus nommé.
Agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date à MAULEVRIER, du 18 novembre 1999, dont l'original demeurera ci-annexé après mention.
- Madame CHENEAU, non présente est représentée par :
Monsieur Gilles CHENEAU, son époux, sus nommé.
Agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date à YZERNAY, du 18 novembre 1999, dont l'original demeurera ci-annexé après mention.
- Madame FROUIN, non présente est représentée par :
Monsieur Gilbert FROUIN, son époux, sus nommé.
Agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date à CHOLET, du 18 novembre 1999, dont l'original demeurera ci-annexé après mention.

Les requérants ont, par ces présentes, décidé de constituer une SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE dont les statuts suivent et de lui faire les apports nécessaires à la réalisation de son objet social, de la manière suivante :

STATUTS

TITRE PREMIER

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

Article Premier : FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts ci-après créées et tous propriétaires de parts qui pourraient être ultérieurement créées, une SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE qui sera régie par la loi du 24 juillet 1966 et toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

Article Deux : OBJET

- l'activité de société de portefeuille
- la souscription, l'acquisition par tous moyens, la prise de participation, la gestion, la cession, l'apport de tous titres sociaux, l'exercice de tous droits et obligations attachés aux titres
- la réalisation d'opérations de centralisation de trésorerie pour le compte des sociétés dans lesquelles elle détient une participation
- le conseil, l'assistance, la réalisation d'études et plus généralement de toutes prestations au profit de toute entreprise
- la définition de la stratégie, de la politique, la direction et la gestion financière, administrative, comptable, technique et commerciale de toute entreprise
- la formation professionnelle
- la création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées
- la prise de possession, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant les activités de sociétés détenues
- la participation directe ou indirecte de la société dans toutes les opérations ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social.

Article Trois : DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

GROUPE PR

Tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, et notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "S.A.R.L", de l'énonciation du montant du capital social et du numéro et du lieu d'immatriculation au Registre du Commerce.

Article Quatre : SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à 4 route du Verdon – 49280 LA TESSOUALLE.

Il peut être transféré en tout autre endroit de la même ville par simple décision de la gérance sous réserve de la ratification de la prochaine décision collective extraordinaire des associés et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés, prise en conformité de l'article 17.

Article Cinq : DUREE

La durée de la société est fixée à quatre vingt dix-neuf années (99) à compter de son immatriculation au RCS, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance sera tenue de provoquer une décision collective des associés pour décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la société sera prorogée ou non. La décision des associés sera, dans tous les cas, rendue publique.

Faute par la gérance d'avoir provoqué cette décision, tout associé, quelle que soit la quotité du capital social représentée par lui, pourra, huit jours après une mise en demeure de la gérance par lettre recommandée avec avis de réception demeurée infructueuse, demander au Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de consulter les associés et de provoquer une décision de leur part sur la question.

TITRE DEUX

APPORTS - CAPITAL SOCIAL

Article Six : APPORTS

Les comparants font apport à la société, savoir :

- par Monsieur **Patrice RABREAU**,
140 parts sociales de la Sarl ANJOU COMPOSITES, ci après désignée,
évaluées à la somme de 59 439,80 Euros
plus une somme de trois cent soixante Euros, ci 360,20 Euros
 - par Monsieur **Samuel LEBLANC**,
une somme de dix huit mille quatre cent Euros, ci 18 400,00 Euros
 - par Monsieur **Gilles CHENEAU**,
16 parts sociales de la Sarl ANJOU COMPOSITES, ci après désignée,
évaluées à la somme de 6 793,12 Euros
une somme de cent six Euros quatre vingt huit, ci 106,88 Euros
 - par Monsieur **Gilbert FROUIN**,
16 parts sociales de la Sarl ANJOU COMPOSITES, ci après désignée,
évaluées à la somme de 6 793,12 Euros
une somme de cent six Euros quatre vingt huit, ci 106,88 Euros
- Ensemble, quatre vingt douze mille Euros, ci **92 000 Euros**

La société à responsabilité limitée ANJOU COMPOSITES, capital social 140 000 Francs, dont le siège social est situé ZI du pré AVRIN 49360 MAULEVRIER est immatriculée au registre de commerce d'ANGERS sous le N° B 341 194 769. Les parts sociales sont évaluées à la somme de 424,57 Euros

L'évaluation ci-dessus énoncée du bien objet de l'apport en nature a été faite au vu du rapport de Monsieur GUILLET, commissaire aux apports désigné dans les conditions légales, rapport déposé au lieu du futur siège social le 18 novembre 99 soit trois jours au moins avant la date de signature du présent acte, et dont un exemplaire demeurera annexé aux présentes.

Les sommes ont été déposées, conformément à la loi, à l'agence de la banque Crédit Agricole de CHOLET Agence Entreprise La Créathèque 30, rue du Carteron 49306 CHOLET ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par ladite banque, ci-annexé après mention, pour chaque associé.

Cette somme sera retirée par le gérant de la société ou son mandataire sur présentation du certificat du Greffier du Tribunal de Commerce, attestant l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

OPTION FISCALE

Il sera perçu le droit fixe de 1 500 Francs sur l'apport.

Les apporteurs prennent l'engagement de conserver pendant cinq ans les parts sociales qui leurs seront remises en contrepartie de leurs apports.

Messieurs Patrice RABREAU, Gilles CHENEAU, Gilbert FROUIN et la société HOLDING PR déclarent conjointement opter pour le régime spécial des plus values prévu à l'article 151 octies du code général des impôts.

Par ailleurs, messieurs Patrice RABREAU, Gilles CHENEAU et Gilbert FROUIN demandent à bénéficier du report d'imposition des plus values conformément à l'article 160-I ter du code général des impôts.

En contre partie ils s'obligent à fournir avant le 1^{er} mars 2000 une déclaration spéciale sur imprimé 2045 qui devra être jointe à la déclaration d'ensemble de leurs revenus.

Cette déclaration fera apparaître le montant de la plus-value imposable et le cas échéant la demande de report d'imposition assorti des éléments nécessaires à sa détermination.

Article Sept : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **Quatre vingt douze mille Euros (92.000 Euros)**.

Il est divisé en neuf cents vingt parts (920) de cent Euros (100 Euros) chacune numérotées de 1 à 920.

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées conformément à l'article 38 de la loi du 24 juillet 1966, et attribuées aux associés de la manière suivante :

- à Monsieur Patrice RABREAU, à concurrence de cinq cent quatre vingt dix huit parts numérotées de 1 à 598.....	598 parts	59 800 Euros
- à Monsieur Samuel LEBLANC, à concurrence de cent quatre vingt quatre parts numérotées de 599 à 782.....	184 parts	18 400 Euros
- à Monsieur Gilles CHENEAU, à concurrence de soixante neuf parts numérotées de 783 à 851	69 parts	6 900 Euros
- à Monsieur Gilbert FROUIN, à concurrence de soixante neuf parts numérotées de 852 à 920	69 parts	6 900 Euros
Total,	920 parts	92 000 Euros

Article Huit : MODIFICATION DU CAPITAL

I - Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

En cas d'augmentation de capital réalisée par voie d'élévation du montant nominal des parts existantes, à libérer en numéraire, la décision doit être prise à l'unanimité des associés.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation de capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 10, doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés constatant la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélative des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature au vu d'un rapport annexé à ladite décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné en justice sur requête de la gérance.

II - Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective des associés statuant dans les conditions exigées pour la modification des statuts, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum prévu par la loi ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal au montant minimum, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme. En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Cette dissolution ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article Neuf : PARTS SOCIALES

I - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables, nominatifs ou au porteur.

Le titre de chaque associé résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions qui seraient régulièrement consenties.

II - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Toute part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Sous réserve de leur responsabilité solidaire vis-à-vis des tiers, pendant cinq ans, en ce qui concerne la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports ; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions collectives des associés.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

Toute augmentation de capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction de capital par réduction du nombre de parts.

Une décision collective extraordinaire peut encore imposer le regroupement des parts sociales en parts d'un nominal plus élevé ou leur division en parts d'un nominal plus faible, sous réserve du respect de la valeur nominale minimum fixée par la loi. Les associés sont tenus dans ce cas de céder ou d'acheter les parts nécessaires à l'attribution d'un nombre entier de parts au nouveau nominal.

III - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES - EXERCICE DES DROITS ATTACHES AUX PARTS

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris entre eux ou en dehors d'eux ; à défaut d'entente, il sera pourvu, par ordonnance du président du Tribunal de Commerce statuant en référé, à la désignation de ce mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

En cas de démembrement de la propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier lors les Assemblées Générales Ordinaires et au nu propriétaire lors des Assemblées Générales Extraordinaires.

Le titulaire du droit de vote peut donner mandat de le représenter au nu propriétaire ou à l'usufruitier suivant le cas.

IV - ASSOCIE UNIQUE

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas de plein droit la dissolution de la société, tout intéressé pouvant seulement demander cette dissolution si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an ; le tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. La dissolution ne peut toutefois être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

L'associé entre les mains duquel sont réunies toutes les parts sociales peut dissoudre la société à tout moment par déclaration au greffe du tribunal de commerce du siège social.

Article Dix : CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS

I - Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés. Pour être opposables à la société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au registre du commerce et des sociétés.

II - Les parts sociales ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit à quelque personne que ce soit qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois/quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession doit être notifié à la société à chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement est réputé acquis.

Si la société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois de la notification du refus, faite par lettre recommandée avec accusé de réception, d'acquiescer ou de faire acquiescer les parts, moyennant un prix fixé d'accord entre les parties ou, à défaut d'accord, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale desdites parts et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus.

Si, à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir de l'alinéa précédent, sauf dans les cas prévus par la loi.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cessions, alors même qu'elles auraient lieu par adjudication publique, en vertu d'une décision de justice ou autrement, ou par voie de fusion ou d'apport, ou encore à titre d'attribution en nature à la liquidation d'une société.

III - Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire le capital.

IV - En cas de décès d'un associé ou de dissolution de communauté entre époux, la société continue entre les associés survivants et les ayants droit ou héritiers de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés représentant les trois/quarts des parts sociales.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants-droit et conjoints doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de

l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire. Dans les huit jours de la réception de ces documents, la gérance adresse à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec avis de réception faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants-droit ou conjoint de l'associé décédé et du nombre de ses parts, afin que les associés se prononcent sur leur agrément.

En cas de dissolution de communauté, le partage est notifié par l'époux le plus diligent par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

A compter de l'envoi de la lettre recommandée par la société en cas de décès, ou de la réception par celle-ci de la notification en cas de dissolution de communauté, l'agrément est donné ou refusé dans les conditions prévues ci-dessus pour les cessions entre vifs.

Article Onze :

DECES - INTERDICTION - FAILLITE D'UN ASSOCIE

Le décès, l'incapacité, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés personne physique ainsi que le règlement judiciaire ou la liquidation des biens d'un associé personne morale n'entraînent pas la dissolution de la société, mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant.

Article Douze : GERANCE

I - La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat, choisis par les associés.

Le ou les gérants sont toujours rééligibles.

Les gérants sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants peuvent résilier leurs fonctions, mais seulement en prévenant chacun des associés au moins trois mois à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants peuvent recevoir en rémunération de leurs fonctions, un salaire fixé par délibération collective ordinaire des associés.

II - Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans ses rapports avec les associés, le gérant peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société. Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers, il est convenu que le gérant ne peut, sans y être autorisé par une décision ordinaire des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles ou fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la société autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur les immeubles sociaux ou un nantissement sur le fonds de commerce, ou concourir à la fondation de toute société.

L'opposition formée par le gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

Article Treize :
CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET
SES ASSOCIES OU GERANTS

Sous réserve des interdictions légales, les conventions entre la société et l'un des associés ou gérants sont soumises aux formalités de contrôle et de présentation à l'assemblée des associés prescrites par la loi.

Ces formalités s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, même du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Les associés peuvent, notamment, du consentement de la gérance et aux conditions fixées par celles-ci, laisser ou verser en compte courant leurs fonds disponibles dans les caisses de la société.

Article Quatorze : COMMISSAIRE AUX COMPTES

La société sera tenue de désigner un commissaire aux comptes, au moins, si elle dépasse à la clôture d'un exercice social, des chiffres fixés par décret en Conseil d'Etat pour deux des critères suivants : le total de son bilan, le montant hors taxe de son chiffre d'affaires ou le nombre moyen de ses salariés au cours d'un exercice.

Mais si ces seuils ne sont pas atteints, la nomination d'un commissaire aux comptes peut - être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Article Quinze : DECISION COLLECTIVE

I - La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Ces décisions résultent, au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation par correspondance. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

A - ASSEMBLEE GENERALE

Toute assemblée générale est convoquée par la gérance ou à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou encore, à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés à son dernier domicile connu, quinze jours au moins avant la réunion.

Cette lettre contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée est présidée par l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts.

La délibération est constatée par un procès-verbal contenant les mentions exigées par la loi, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le président de séance.

A défaut de feuille de présence, la signature de tous les associés présents figure sur le procès-verbal.

Seules sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour.

B - CONSULTATION DIRECTE

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

La réponse est adressée par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

II - Tout associé a droit de participer aux décisions, quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre de ses parts, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé. Dans tous les cas, un associé peut se faire représenter par un tiers muni d'un pouvoir.

III - Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, conformément à la loi. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par un gérant.

Article Seize : DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi, à savoir : révocation du gérant statutaire et transformation en société anonyme lorsque les capitaux propres excèdent cinq millions de francs.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être acceptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième consultation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

Article Dix Sept : DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modifications des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les associés peuvent, par décisions collectives extraordinaires, apporter toutes modifications permises par la loi aux statuts.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile.

- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois/quarts des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés.

- par des associés représentant au moins les trois/quarts des parts sociales pour toutes les autres décisions extraordinaires.

Article Dix Huit : DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Lors de toute consultation des associés, soit par écrit, soit en assemblée générale, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à la disposition sont déterminées par la loi.

En outre, à toute époque, tout associé a le droit d'obtenir au siège social la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande, dans les conditions prévues par la loi.

Article Dix Neuf : COMPTES COURANTS

Avec le consentement de la gérance, chaque associé peut verser ou laisser en compte courant dans la caisse de la société, des sommes nécessaires à celles-ci.

Ces sommes produisent ou non intérêts et peuvent être utilisées dans les conditions que détermine la gérance.

Les intérêts sont portés aux frais généraux et peuvent être révisés chaque année.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la société a la faculté de rembourser, tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance.

L'ouverture d'un compte courant constitue une convention soumise aux dispositions de l'article 13 des présents statuts.

Aucun associé ne peut effectuer des retraits sur les sommes ainsi déposées sans en avoir averti la gérance au moins trois mois à l'avance.

Article Vingt : ANNEE SOCIALE – INVENTAIRE

L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice débutera le 24 novembre 1999 pour se terminer le 31 décembre 1999.

Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la société, un bilan décrivant les éléments actifs et passifs, le compte de résultat récapitulant les produits et charges et l'annexe complétant et commentant l'information donnée dans les bilans et comptes de résultats.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est mentionné à la suite du bilan.

La gérance établit un rapport de gestion relatif à l'exercice écoulé.

Le rapport de gestion de la gérance, le bilan, le compte de résultat, l'annexe, le texte des résolutions proposées et éventuellement, le rapport du commissaire aux comptes, doivent être adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur ces comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

Enfin, tout associé a droit, à toute époque, de prendre connaissance par lui-même et au siège social, des comptes annuels, des inventaires, des rapports soumis aux assemblées et des procès-verbaux des assemblées concernant les trois derniers exercices.

Article Vingt et Un AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire

lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sauf application des dispositions prévues à l'alinéa suivant, ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux. L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, les associés peuvent, sur proposition de la gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans les bénéfices ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi, s'il y a lieu.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportés à nouveau.

Article Vingt Deux : PAIEMENT DES DIVIDENDES

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

Article Vingt Trois : CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu, à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit sous réserve des dispositions de l'article 8 II ci-dessus d'un montant égal au montant des pertes, qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'assemblée générale est publiée dans les conditions réglementaires.

En cas d'inobservation des prescriptions du premier ou du second alinéa qui précède, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article Vingt Quatre : DISSOLUTION – LIQUIDATION

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la société entre en liquidation.

Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention "Société en Liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité en capital des associés pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Article Vingt Cinq : TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la présente société en société civile, en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions, exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme ne peut être décidée à la majorité requise pour la modification des statuts que si la société a établi et fait approuver par les associés, le bilan de ses deux premiers exercices. Toutefois, et sous ces mêmes réserves, la transformation en société anonyme peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent cinq millions de francs.

Toute décision de transformation doit être précédée du rapport du commissaire aux comptes inscrits, sur la situation de la société, même si la société n'a pas habituellement de commissaire aux comptes.

En cas de transformation de la société en société anonyme, un ou plusieurs commissaires chargés d'apprécier sous leur responsabilité, la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers sont désignés par le président du tribunal de commerce statuant sur requête. Ces commissaires sont soumis aux incompatibilités prévues à l'article 220 de la loi du 24 juillet 1966.

Leur rapport attestant que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social est tenu au siège social à la disposition des associés huit jours au moins avant la date de l'assemblée. En cas de consultation écrite, le texte du rapport doit être adressé à chacun des associés et joint au texte des résolutions proposées.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A peine de nullité de la transformation, l'approbation expresse des associés doit être mentionnée au procès-verbal.

La société doit se transformer en société d'une autre forme dans le délai de deux ans si elle vient à comprendre plus de 50 associés. A défaut, elle est dissoute, à moins que pendant ledit délai, le nombre des associés ne soit devenu égal ou inférieur à cinquante.

Article Vingt Six : ARBITRAGE

Toutes contestations qui pourraient s'élever, pendant la durée de la société seront soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désignera un arbitre ; les arbitres ainsi désignés en choisiront un autre, de manière que le tribunal arbitral soit constitué en nombre impair.

A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé, par une des parties ou un arbitre. L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce, saisi comme il est ci-dessus, non susceptible de recours.

Les arbitres seront tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie de l'appel.

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des dispositions qui précèdent que pour le règlement de toutes autres difficultés.

Article Vingt Sept : NOMINATION DU PREMIER GERANT

Le premier gérant de la société sera nommé aux termes de la première assemblée des associés, en suite des présentes.